



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

COMITÉ DES PRODUITS

Soixante et onzième session

Rome, 4-6 octobre 2016

**Quatrième Réunion ministérielle sur le thème «Évolution à long terme des prix des produits et développement agricole durable» -
résumé du Président**

Présenté par M. Tofail Ahmed, Ministre du commerce du Bangladesh

Madame Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe de la FAO

Madame Maria Laura da Rocha, Présidente du Comité des produits

Mesdames et messieurs les ministres et ambassadeurs

Mesdames et messieurs les délégués et personnalités invitées

Mesdames et messieurs les membres du Secrétariat du Comité des produits

Excellences, Mesdames, Messieurs,

J'ai le plaisir de vous communiquer les conclusions de la Réunion ministérielle sur le thème «Évolution à long terme des prix des produits et développement agricole durable», qui s'est tenue hier au Siège de la FAO.

Une vingtaine de ministres et de vice-ministres étaient présents à la Réunion, ainsi que les représentants d'associations, d'organisations internationales et du secteur privé. Nous avons traité de questions importantes, telles que la dépendance à l'égard des produits de base, leur diversification, et l'architecture du commerce alimentaire mondial. Nous avons également abordé le changement climatique et plus particulièrement le rôle du commerce en tant qu'outil d'adaptation. Enfin, nous nous sommes penchés sur la manière dont les politiques, entre autres les politiques commerciales, peuvent permettre d'améliorer la nutrition.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mr120

Je tiens à remercier la FAO et son Directeur général, M. Graziano da Silva, d'avoir convoqué la Réunion ministérielle. Pour de nombreux pays, il s'agit d'une plateforme importante car elle favorise les échanges de vues et la mise en commun d'expériences dans le domaine des politiques visant les produits agricoles et le commerce.

La Réunion a été organisée sous forme de tables rondes qui ont servi de cadre à des débats interactifs, avec la participation de ministres de l'agriculture et de ministres du commerce. Je suis personnellement satisfait de cette nouvelle formule. En effet, nos discussions ont été riches et notre dialogue fécond, ce qui laisse bien augurer de l'avenir. L'échange d'informations sur les politiques poursuivies dans nos pays respectifs afin de résoudre des questions qui revêtent une importance cruciale nous a été d'une grande utilité.

Hier, un certain nombre de points importants sont ressortis de notre débat. Je vous en livre les éléments saillants.

Le premier point est la dépendance à l'égard des produits de base. Les produits agricoles jouent un rôle important dans la croissance des pays en développement. Les fluctuations des prix des produits peuvent avoir des incidences considérables sur les moyens d'existence des petits exploitants – avec pour effet d'aggraver la pauvreté et l'insécurité alimentaire – mais aussi sur les économies qui sont tributaires des produits de base.

Il a été observé que l'ajout de valeur et la diversification sont des mécanismes essentiels qui permettent aux pays de réduire leur dépendance à l'égard des produits de base, de diversifier leur agriculture et de réduire leur vulnérabilité.

Nous sommes parvenus à la conclusion que la recherche de la valeur ajoutée passe par l'amélioration des infrastructures et le renforcement des capacités, principalement au moyen de partenariats public-privé. Nous avons souligné la nécessité de promouvoir les groupements et les coopératives d'agriculteurs et de privilégier et d'améliorer les compétences des producteurs en matière de gestion et de commercialisation.

Parce qu'elles créent une masse critique et de la valeur ajoutée, et facilitent la commercialisation des produits, les coopératives agricoles sont en mesure de renforcer le pouvoir de négociation des petits agriculteurs sur le marché. Ces atouts, couplés à l'accès au crédit, offrent aux petites exploitations et aux petites entreprises la possibilité de participer aux chaînes de valeur et de réduire leur dépendance à l'égard des produits agricoles de base.

Mon deuxième point a trait au changement climatique. Le changement climatique modifie les conditions dans lesquelles se déroule la production agricole et menace les rendements. Ses effets sont déjà manifestes dans de nombreux pays. Les pays qui éprouveront les plus grandes difficultés face au changement climatique seront ceux où le nombre de petits exploitants est élevé, en raison des pressions accrues exercées sur des ménages qui sont déjà vulnérables.

Nous avons noté qu'une croissance durable de la productivité était essentielle pour faire face à l'augmentation de la demande, à la concurrence qu'entraîne la rareté des ressources et au changement climatique. Dans le cadre de politiques et de mesures plus générales, le commerce jouera aussi un rôle important dans l'adaptation au changement climatique.

L'intensification des investissements en faveur de la recherche-développement, l'innovation, et l'adoption plus systématique de pratiques durables chez les petits exploitants ont été citées parmi les politiques à mettre en œuvre en priorité. Les participants ont également souligné qu'il fallait aider les pays à élaborer des politiques qui leur permettent de tirer parti de leurs avantages comparatifs et qui répondent de manière spécifique aux menaces climatiques les concernant.

Mon troisième point porte sur les politiques commerciales. Les intervenants ont souligné l'importance du commerce et des accords commerciaux pour la sécurité alimentaire et fait observer que les échanges commerciaux étaient à même de favoriser la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Il a été noté que la croissance des flux commerciaux était souhaitable pour le développement et la croissance économique. Les mesures qui faussent les marchés, notamment les subventions à l'exportation et les restrictions à l'exportation, entament la confiance à l'égard du système commercial mondial. L'importance des résultats obtenus lors de la Conférence ministérielle de l'OMC, l'année dernière à Nairobi, a été notée.

D'autres améliorations contribueraient à renforcer le système commercial. Le stade de développement agricole étant différent d'un pays à l'autre, il faudrait que les politiques commerciales tiennent compte des besoins spécifiques des pays.

Mon dernier point concerne la nutrition. Lors de nos débats, nous avons observé que les régimes alimentaires étaient à la jonction du commerce et de la nutrition. Nous avons examiné les possibilités qu'offre le commerce à l'appui de la sécurité alimentaire et de la nutrition, mais nous avons également souligné les risques qu'il présente.

Le commerce contribue à élargir le choix des consommateurs par une offre plus diversifiée d'aliments sains et de bonne qualité. Dans le même temps, l'accès facilité à des aliments moins nutritifs suscite des inquiétudes.

Le commerce a des incidences diverses sur la sous-alimentation et sur l'obésité. Les politiques doivent donc reposer sur une analyse préalable des conditions propres au pays concerné. Il peut être utile de recourir à des principes scientifiques inspirés du Codex, axés sur la qualité et la sécurité sanitaire des aliments.

On peut encore améliorer la coordination au niveau national entre les ministères de tutelle – Agriculture, Santé et Commerce – et faire participer davantage les parties prenantes concernées tout au long du système alimentaire. L'étiquetage des aliments est un parfait exemple du type de mesure qui peut faire le lien entre commerce et nutrition.

Je suis convaincu que le Comité saura tenir compte de tous ces éléments.

Je tiens à remercier M. Graziano da Silva de l'excellente organisation de cette quatrième édition de la Réunion ministérielle sur les produits de base.

Madame la Directrice générale adjointe,

Madame la Présidente du Comité des produits,

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite une session fructueuse et enrichissante.